



FIDA

FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

Conseil d'administration - Soixante-douzième session

Rome, 25-26 avril 2001

RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT

AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE

DON D'ASSISTANCE TECHNIQUE

EN FAVEUR DE

L'UNITÉ RÉGIONALE D'ASSISTANCE TECHNIQUE (RUTA)

POUR LE

PROGRAMME D'APPUI AUX SERVICES FINANCIERS RURAUX (SERFIRURAL)

**AU BELIZE, AU COSTA RICA, AU SALVADOR, AU GUATEMALA,
AU HONDURAS, AU MEXIQUE, AU NICARAGUA ET AU PANAMA**



TABLE DES MATIÈRES

SIGLES ET ACRONYMES	ii
I. GÉNÉRALITÉS	1
II. JUSTIFICATION ET PERTINENCE POUR LE FIDA	2
III. LE PROGRAMME PROPOSÉ	2
IV. RÉSULTATS ET AVANTAGES ESCOMPTÉS	3
V. DISPOSITIONS CONCERNANT L'EXÉCUTION	4
VI. COÛTS INDICATIFS ET FINANCEMENT DU PROGRAMME	5
VII. RECOMMANDATION	5



SIGLES ET ACRONYMES

BID	Banque interaméricaine de développement
CCP	Comité consultatif du programme
CEP	Comité exécutif du programme
CGAP	Groupe consultatif d'assistance aux plus pauvres
DAT	Don d'assistance technique
FASA	Agence de conseils financiers
GTZ	Office allemand de la coopération technique
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PROMER	Programme d'appui aux micro-entreprises rurales en Amérique latine et aux Caraïbes
RUTA	Unité régionale d'assistance technique
SERFIRURAL	Programme d'appui aux services financiers ruraux

**RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT DU FIDA
AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE
DON D'ASSISTANCE TECHNIQUE**

EN FAVEUR DE

L'UNITÉ RÉGIONALE D'ASSISTANCE TECHNIQUE (RUTA)

POUR LE

**PROGRAMME D'APPUI AUX SERVICES FINANCIERS RURAUX (SERFIRURAL)
AU BELIZE, AU COSTA RICA, AU SALVADOR, AU GUATEMALA,
AU HONDURAS, AU MEXIQUE, AU NICARAGUA ET AU PANAMA**

J'ai l'honneur de présenter le Rapport et recommandation ci-après concernant une proposition de don d'assistance technique en faveur de L'Unité régionale d'assistance technique (RUTA) pour le Programme d'appui aux services financiers ruraux (SERFIRURAL) au Belize, au Costa Rica, au Salvador, au Honduras, au Mexique, au Nicaragua et au Panama, d'un montant de 750 000 USD pour une période de trois ans.

I. GÉNÉRALITÉS

1. Le Fonds international de développement agricole (FIDA) exécute actuellement 20 projets de développement rural dans la sous-région de l'Amérique centrale (Belize, Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua et Panama). Tous ces projets comportent une composante crédit. Au total, le financement des programmes de crédit représente environ 90 millions de USD. Le gouvernement et les bailleurs de fonds estiment d'un commun accord que les prestations des fournisseurs de services financiers ont besoin d'être améliorées, comme il ressort des nombreuses demandes d'assistance technique nécessitant la mise en place d'une stratégie d'exécution globale afin de répondre aux besoins de conseils fiables, de formation améliorée et d'échange d'information à l'échelle sous-régionale.

2. Les politiques macro-économiques mises en œuvre dans la sous-région ont mis en évidence une profonde crise des banques publiques de développement, qui étaient traditionnellement la seule source de crédit rural, et de graves problèmes découlant de la fourniture directe du crédit agricole, notamment la dépendance des emprunteurs à l'égard des subventions et l'insolvabilité des intermédiaires financiers.

3. Depuis 1997, le FIDA, l'Université libre d'Amsterdam et un projet financé par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) offrent une formation et une assistance technique et encouragent l'échange d'expérience entre plusieurs projets financés par le FIDA. Il a ainsi été possible de mettre au point une méthodologie pour la sélection et l'évaluation des intermédiaires financiers ainsi que d'élaborer et d'expérimenter un logiciel informatique qui devrait leur permettre d'améliorer la gestion de leur portefeuille. Il importe maintenant de consolider et d'intensifier l'effort initial. À cette fin, il est proposé de fournir à la RUTA un don d'assistance technique (DAT) en vue de la mise en œuvre d'un programme d'appui aux services financiers ruraux.



II. JUSTIFICATION ET PERTINENCE POUR LE FIDA

4. Les études consacrées aux marchés financiers ruraux de la sous-région révèlent que moins de 20% des petits paysans ont accès à une forme ou à une autre de programmes d'épargne et de crédit, formels ou informels, ce qui a des répercussions négatives sur la croissance agricole, la lutte contre la pauvreté et la gestion des ressources naturelles. Pour remédier à cette situation, les gouvernements et les organismes de financement bilatéraux et multilatéraux s'emploient à développer les services financiers ruraux. Toutefois, pour donner des résultats concrets, une telle stratégie devra: i) surmonter certains obstacles juridiques et réglementaires au niveau de l'État; et ii) amener les intermédiaires financiers à modifier leur façon de travailler, en favorisant l'adoption de techniques financières susceptibles d'élargir leur rayon d'action et d'assurer leur viabilité financière.

5. Les projets de développement doivent à la fois faciliter l'accès des ruraux pauvres aux services financiers et renforcer les institutions financières pour qu'elles soient viables, dans le contexte d'un changement de politique macro-économique au niveau sous-régional, tendant à supprimer la fourniture directe du crédit agricole et à réformer le système des banques publiques de développement.

6. La demande de services financiers ruraux émanant des petits paysans et des entrepreneurs de la sous-région s'accroît, rendant nécessaire une amélioration qualitative et une plus grande efficacité de la part des prestataires. Parallèlement, les projets du FIDA et ses partenaires, les intermédiaires financiers, sont demandeurs de technologies et de conseils financiers susceptibles de les aider à mettre en place des systèmes financiers ruraux. Le FIDA devrait systématiser sa propre expérience et celle qui a été accumulée par d'autres afin d'améliorer sa stratégie et ses interventions.

III. LE PROGRAMME PROPOSÉ

But et objectifs

7. Le don proposé a pour but de permettre aux ruraux pauvres d'accéder plus facilement aux services financiers en contribuant à améliorer la qualité et l'expansion des services fournis par les intermédiaires financiers. À cette fin, le programme favorisera la diffusion des technologies financières qui contribuent à renforcer l'efficacité et la discipline financière des intermédiaires; il subordonnera également davantage l'appui fourni aux intermédiaires financiers à l'amélioration de la performance de leur portefeuille, qui sera mise en évidence par des évaluations périodiques de l'impact de leurs interventions. En outre, le programme étiera le développement des capacités sous-régionales et nationales en matière de fourniture de l'assistance technique et des services de formation, et renforcera le dialogue entre le FIDA et les gouvernements, notamment en ce qui concerne les décisions susceptibles d'améliorer le cadre juridique et réglementaire en faveur des services financiers ruraux.

Principales activités du programme

8. L'exécution du programme comprendra les activités ci-après:

- a) **Fourniture de services consultatifs.** Des services consultatifs seront fournis sur toute une gamme de sujets qui seront recensés au cours d'un diagnostic technique et d'une évaluation des besoins dans chacun des pays bénéficiaires. Chaque demande sera évaluée de manière à apporter des solutions adaptées aux problèmes identifiés. Les secteurs concernés pourraient être les suivants: outils d'évaluation du portefeuille, évaluation du risque crédit, évaluation et outils de qualification des intermédiaires financiers, planification des stratégies et des activités.



- b) **Conception et exécution des programmes de formation.** Les programmes de formation seront élaborés en collaboration avec des institutions nationales et régionales existantes. L'approche retenue est la tenue de séminaires régionaux, associée à des modules de cours locaux afin d'assurer un bon suivi de l'application pratique des nouveaux outils. Les cours comprendront des sujets généraux, notamment une introduction à la microfinance, et des thèmes particuliers tels que ceux mentionnés à l'alinéa a) pour améliorer les compétences et le savoir-faire des intermédiaires financiers et du personnel des projets.
- c) **Amélioration des systèmes d'information et de la performance des portefeuilles à l'échelle sous-régionale.** Cette activité visera essentiellement à renforcer le suivi des opérations en mettant en place un système spécialisé de suivi et d'évaluation. Il faudra pour cela élaborer et adapter des indicateurs de performance et d'autres instruments nécessaires à l'évaluation de la gestion des portefeuilles. Ces indicateurs seront utilisés dans les bilans périodiques de l'impact effectués par des agences extérieures d'évaluation financière – qui étudieront un groupe sélectionné d'intermédiaires financiers pour en mesurer la performance globale; ils serviront aussi à effectuer les études sur l'impact des services financiers au niveau de la clientèle. Ces activités porteront sur le personnel des services financiers ruraux, les services chargés de l'exécution des composantes, les établissements bancaires de second rang et les intermédiaires financiers.
- d) **Systématisation de l'expérience, mise en commun des meilleures pratiques et des connaissances, dialogue sur les politiques.** Les enseignements tirés des interventions seront systématisés et partagés entre les projets de développement, les intermédiaires financiers et les institutions régionales. Les meilleures pratiques de diverses institutions telles que la Banque mondiale, la Banque interaméricaine de développement (BID), l'Office allemand de la coopération technique (GTZ) et le Groupe consultatif d'assistance aux plus pauvres (CGAP) seront étudiées et débattues au cours d'ateliers régionaux afin d'en comparer les résultats et d'obtenir une information en retour. Les résultats de ces activités serviront également à améliorer le dialogue sur les politiques engagé par le FIDA avec les gouvernements concernés. On portera une attention particulière à la mise en place d'un cadre juridique et réglementaire plus clair qui permettra d'améliorer le champ couvert par les services financiers ruraux.

IV. RÉSULTATS ET AVANTAGES ESCOMPTÉS

- 9. Les résultats escomptés de ce don sont les suivants:
 - a) **Des services d'aide technique plus efficaces répondant aux besoins particuliers des intermédiaires financiers et utilisés par eux.** Le programme assurera: i) le transfert des technologies relatives aux services financiers; ii) la formation dans des domaines clés qui amélioreront les résultats des intermédiaires financiers; et iii) la promotion et l'échange des expériences locales et des meilleures pratiques. Le programme d'assistance technique et de formation renforcera les prestataires nationaux et sous-régionaux de services, et notamment l'Agence de conseils financiers (FASA), une organisation à but non lucratif récemment créée.
 - b) **Les outils et méthodologies concernant les technologies financières seront validés et diffusés auprès des intermédiaires financiers et des projets.** L'information concernant les méthodologies mises à l'essai sera recueillie, traitée et diffusée. Divers outils seront testés dans les conditions locales et validés en vue d'une diffusion plus large. Certains d'entre eux amélioreront les liens entre les projets, les intermédiaires financiers et les banques commerciales qui entendent développer leurs services en milieu rural.



- c) **Des outils de suivi et d'évaluation de la performance et une meilleure évaluation de l'impact et de la performance des portefeuilles par les intermédiaires financiers et les projets.** Les projets et les intermédiaires financiers seront formés et équipés des outils qui leur permettront de sélectionner les intermédiaires financiers, d'en évaluer les résultats et la viabilité à terme et d'en suivre les résultats financiers. Les études d'évaluation de la performance et de l'impact des intermédiaires financiers nationaux et sous-régionaux aboutiront à une transparence accrue dans l'affectation des ressources destinées au crédit et aideront les donateurs à décider à qui confier les fonds à rétrocéder sous forme de prêts.
- d) **Systématisation et inclusion des connaissances et des meilleures pratiques dans le dialogue sur la stratégie et les politiques avec les gouvernements.** Les expériences pertinentes du FIDA et d'autres organismes travaillant dans la région seront centralisées et analysées pour constituer une base de connaissances qui serviront à alimenter la conception et la stratégie. Un mécanisme sera créé pour faciliter les contacts avec les organismes d'aide bilatérale et multilatérale (Banque mondiale, BID, FAO, GTZ, etc.) et le dialogue sur les politiques avec les gouvernements, les centres universitaires, plusieurs intermédiaires financiers de la région et les banques commerciales. La stratégie et la conception s'appuieront sur des études analytiques approfondies.

V. DISPOSITIONS CONCERNANT L'EXÉCUTION

10. Le programme sera administré par RUTA. Un coordonnateur du programme chargé de la gestion globale du programme sera recruté par voie de concours. Un plan de travail et budget annuel sera soumis chaque année, en juillet au plus tard. Il sera élaboré sur la base des diagnostics établis par le personnel des projets et des besoins des intermédiaires financiers. Une stratégie et des priorités y seront définies pour chaque pays, l'objectif étant de renforcer les moyens d'assistance technique et de formation des intermédiaires financiers existant sur place.

11. En matière d'exécution, les grandes orientations seront données par un comité consultatif du programme (CCP), qui sera composé de représentants de la RUTA, de GTZ, du PNUD, de deux représentants du FIDA et de deux représentants des intermédiaires financiers (par exemple FINRURAL en Bolivie). Le CCP se réunira chaque année pour échanger son expérience et proposer de nouvelles approches stratégiques. Il fera éventuellement appel à des consultants spécialisés en services financiers ruraux pour l'examen de questions particulières.

12. Le programme recrutera des consultants locaux, régionaux et internationaux pour réaliser les études analytiques approfondies, systématiser l'expérience et élaborer les outils pratiques relatifs aux meilleures pratiques. Le coordonnateur du programme préparera les textes des accords avec l'Université libre d'Amsterdam (située à San Jose au Costa Rica) et avec GTZ en ce qui concerne leur collaboration aux cours de formation et à l'assistance technique. D'autres accords pourraient être conclus avec des établissements universitaires ou des intermédiaires financiers ayant une compétence particulière.

13. À la demande des intermédiaires financiers et du personnel des projets, la FASA fournira des services consultatifs et une formation dans des domaines tels que l'évaluation et la sélection des intermédiaires financiers et mettra en place un système d'information pour la gestion des portefeuilles. Le coordonnateur du programme identifiera tout autre service susceptible d'assurer des services essentiels de qualité en matière de technologie financière pour les projets et les intermédiaires financiers. Les ressources du DAT financeront l'expérimentation de nouvelles technologies et faciliteront l'accès à des services consultatifs directement financés sur les ressources de prêt des projets, s'il y a lieu.

14. Un comité exécutif du programme (CEP) sera créé pour assurer la direction et la supervision globale du programme. Il se composera du directeur de la division Amérique latine et Caraïbes du FIDA, qui en assurera la présidence, du directeur du portefeuille de pays responsable du DAT, et du coordonnateur du programme. Une collaboration sera instaurée avec d'autres programmes régionaux, en particulier avec FIDAMERICA¹, le programme d'appui aux micro-entreprises rurales en Amérique latine et aux Caraïbes (PROMER) et la RUTA.

15. Un examen à mi-parcours sera effectué avant la fin de la deuxième année d'exécution afin de déterminer si la FASA répond efficacement à la demande de services consultatifs et de formation émanant des projets financés par le FIDA ou autres, ainsi que de passer en revue les progrès et réalisations globaux. Une évaluation externe des réalisations du programme sera effectuée à la fin de la troisième année.

VI. COÛTS INDICATIFS ET FINANCEMENT DU PROGRAMME

16. Le FIDA fournira un DAT d'un montant de 750 000 USD, la contribution du PNUD sera de 90 000 USD et les projets du FIDA en Amérique centrale cofinanceront des activités à hauteur de 625 000 USD au total. D'autres donateurs tels que GTZ se sont déclarés intéressés par une participation à ce DAT, mais la forme de leur collaboration et le montant de leur contribution restent à définir au cours des prochains mois.

(USD)

Catégorie de coût	FIDA	PNUD	Projets du FIDA	TOTAL
Experts Personnel	200 000			200 000
Formation	200 000		150 000	350 000
Assistance technique et études	150 000		400 000	550 000
Matériel et publications	50 000	90 000		140 000
Coûts de fonctionnement	100 000		75 000	175 000
Coûts administratifs	50 000			50 000
Total	750 000	90 000	625 000	1 465 000

VII. RECOMMANDATION

17. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le don d'assistance technique proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: Que, dans le but de financer en partie le Programme d'appui aux services financiers ruraux (SERFIRURAL) au Belize, au Costa Rica, au Salvador, au Guatemala, au Honduras, au Mexique, au Nicaragua et au Panama d'une durée de trois ans, commençant en juillet 2001, le Fonds accordera un don d'un montant ne dépassant pas sept cent cinquante mille dollars des États-Unis (750 000 USD) à L'Unité régionale d'assistance technique (RUTA) selon des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.

Le Président
Lennart Båge

¹ Système d'échange d'information via Internet pour les programmes du FIDA dans toute l'Amérique latine.